
LA PREPENSION 58 ANS

C.C.T. DU 8 NOVEMBRE 2007

C.C.T. du 07.05.1997 (A.R. 08.10.1998 - M.B. 10.12.1998)
C.C.T. du 28.04.1999 (A.R. 31.05.2001 - M.B. 21.08.2001),
C.C.T. du 11.05.2001 (A.R. 22.05.2003 - M.B. 20.06.2003)
C.C.T. du 22.05.2003 (A.R. 12.04.2004 - M.B. 08.06.2004)
C.C.T. du 05.01.2005, enregistrée b 15.02.2005 (n° **err.** 73913)
C.C.T. du 17.05.2005, enregistrée b 25.07.2005 (n° **err.** 75819)
C.C.T. du 30.03.2007, enregistrée b 29/05/2007 (n° **err.** 82970)
C.C.T. du 19.06.2007, enregistrée b ***** (n° **err.******)

Article 1

La présente Convention Collective de Travail s'applique aux entreprises ressortissant à la Commission Paritaire pour l'Entretien du Textile ainsi qu'aux ouvriers et ouvrières qu'elles occupent.

Article 2

Un régime d'allocations complémentaires en faveur d'ouvriers et ouvrières âgés qui sont licenciés -appelé **ci-après** : la prépension - est instauré.

Cette prépension est basée sur la Convention Collective de Travail numéro 17, conclue le 19 décembre 1974 au sein du Conseil National du Travail et l'Arrêté Royal du 3 mai 2007 fixant la prépension conventionnelle dans le cadre du Pacte de solidarité ente les générations.

Article 3 - Conditions d'âge et d'ancienneté(période du 01.01.2008 au 30.06.2009)

3.1- Tous les **ouvriers**, qui sont licenciés par l'employeur après le 31 mars 2007 sans motif grave et qui accèdent au régime de **prépension** après le 31 décembre 2007, ont droit à la prépension et aux allocations complémentaires, prévues à la Convention Collective de Travail numéro 17, conclue le 19 décembre 1974 au sein du Conseil National du Travail, à condition qu'ils :

- soient âgés de 58 ans et plus au moment de la fin du contrat de travail;
- puissent justifier 35 ans de carrière professionnelle en tant que travailleur salarié au moment de la fin du contrat de travail.

La carrière professionnelle est déterminée selon les dispositions de l'**arrêté** royal du 3 mai 2007 fixant la prépension conventionnelle dans le cadre du Pacte de solidarité entre les générations.

3.2- Toutes les **ouvrières**, qui sont licenciées par l'employeur après le 31 mars 2007 sans motif grave et qui accèdent au régime de **prépension** après le 31 décembre 2007, ont droit à la **prépension** et aux allocations complémentaires, prévues à Convention Collective de Travail numéro 17, conclue le 19 décembre 1974 au sein du Conseil National du Travail, à condition qu'elles :

- soient âgées de 58 ans et plus au moment de la fin du contrat de travail;
- puissent justifier 30 ans de carrière professionnelle en tant que travailleuse **salariée** au moment de la fin du contrat de travail.

La carrière professionnelle est déterminée selon les dispositions de l'**arrêté** royal du 3 mai 2007 fixant la prépension conventionnelle dans le cadre du Pacte de solidarité entre les générations.

3.3- Par dérogation aux articles 3.1 et 3.2, les ouvriers et ouvrières qui sont licenciés sans motif grave après le 31 mars 2007, mais avant le 1er janvier 2008, ont droit à la prépension et aux allocations complémentaires, prévues à la Convention Collective de Travail numéro 17, conclue le 19 décembre 1974 au sein du Conseil National du Travail, à condition qu'ils :

- soient âgés de 58 ans et plus au plus tard le 31 décembre 2007 ;
- puissent justifier 25 ans de carrière professionnelle en tant que travailleur salarié au plus tard le 31 décembre 2007 .

La carrière professionnelle est déterminée selon les dispositions de l'**arrêté** royal du 7 décembre 1992 relatif à l'octroi d'allocations de **chôm age** en cas de **prépension** conventionnelle.

3.4 Afin de déterminer si les ouvriers/ouvrières accèdent au régime de prépension avant ou après le 31 décembre 2007, il n'est pas tenu compte de la prolongation du **déai** de préavis en application des articles 38, § 2, et 38 bis de la loi du 3 juillet 1978 relative aux contrats de travail.

Article 4

La limite d'âge prévue dans l'article 3 de la présente Convention Collective doit **être** atteinte au premier jour donnant droit aux allocations de **chôm age** après la date de la fin du contrat de travail.

Article 5

Pour **bénéficier** de ce régime de prépension, les ouvriers et ouvrières doivent en plus remplir les conditions suivantes :

- **être** occupés dans le secteur - le cas échéant durant des périodes interrompues - pendant au moins 5 ans;
- **être** occupés d'une manière ininterrompue dans l'entreprise au cours des douze mois qui précèdent immédiatement la date de prise de cours de la prépension

Article 6

Les dispositions concernant l'allocation complémentaire, prévues dans la Convention Collective de Travail numéro 17, conclue le 19 décembre 1974 au sein du Conseil National du Travail instituant un régime d'indemnité **complémentaire** pour certains travailleurs **âgés**, en cas de licenciement, s'appliquent à la présente prépension sectorielle. Les travailleurs qui sont licenciés dans le cadre de la présente Convention Collective de Travail, maintiennent le droit à l'allocation complémentaire à charge du Fonds Commun de l'Entretien du Textile, lorsque ces travailleurs reprennent le travail comme salarié auprès d'un employeur autre que celui qui les a licenciés et n'appartenant pas à la même unité technique d'exploitation que l'employeur qui les a licenciés. Ils maintiennent aussi le droit à l'allocation **complémentaire** à charge du Fonds Commun de l'Entretien du Textile, lorsque ces travailleurs exercent une activité **indépendante** à titre principal, à condition que cette activité ne soit pas exercée pour l'employeur qui les a licenciés ou pour le compte d'un employeur appartenant à la même unité technique d'exploitation que l'employeur qui les a licenciés.

Article 7

Les ouvriers et ouvrières qui sont prépensionnés, en application de la présente Convention Collective de Travail, doivent **être** remplacés dans l'entreprise, par des travailleurs provenant de **préférence** des "groupes à risque", comme prévu dans la loi du 29 décembre 1990, chapitre XI: "Dispositions concernant l'Accord Interprofessionnel."

Article 8

Pour le calcul de la rémunération nette de **référence**, il sera tenu compte, le cas échéant, des **différences** barémiques avec le revenu mensuel minimum moyen garanti conformément aux modalités de la Convention Collective de Travail du 22 mai 2003 (A.R. du 5 juin 2004; MB. du 7 juillet 2004).

Article 9

L'indemnité complémentaire de la prépension et la cotisation spéciale mensuelle à charge de l'employeur, destinée au régime relatif à l'emploi et au **chôm age** (prévues aux articles 141 et 142 de la loi du 29 décembre 1990), ainsi que la cotisation spéciale mensuelle à charge de

L'employeur destinés à l'office national des pensions (instituée par la loi programme du 22 décembre 1989), à l'exception de la cotisation accrue à charge des entreprises en restructuration, sont prises à charge par le Fonds Commun pour favoriser le progrès social dans les secteurs des entreprises de l'Entretien du Textile.

L'indemnité complémentaire de la **prépension** mensuelle payés par le Fonds sus-mentionné s'**élève** à au moins **86,11**.

L'indemnité complémentaire en cas d'une prépension prise après une **réduction** des prestations de travail à mi-temps ou après une diminution de carrière de 1/5, comme prévues à la C.C.T. n° 77, est calculés sur la base du salaire à plein temps qui serait applicable au moment où l'ouvrier(ière) passe à la **prépension**, si l'ouvrier(ière) n'avait pas joui de la réduction des prestations de travail ou d'une diminution de carrière.

Article 10

Comme prévu dans l'**arrêté**royal du 7 décembre 1992 et l'**arrêté**royal du 3 mai 2007, toutes les sanctions sont à charge des employeurs manquant de remplacer un prépensionné, à savoir :

- les amendes administratives **éventuelles**,
- une allocation forfaitaire compensatoire journalière de l'O.N.Em.,
- les amendes correctionnelles **éventuelles**.

Article 11

La présente Convention Collective de Travail entre en vigueur le 1er janvier 2008 et cesse de produire ses effets le 30 juin 2009.

=====

BRUGPENSIOEN 58 JAAR

C.A.O. VAN 8 NOVEMBER 2007

C.A.O. van 07.05.1997 (K.B. van 08.10.1998- B.S. 10.12.1998)
C.A.O. van 28.04.1999 (K.B. van 31.05.2001 - B.S. 21.08.2001)
C.A.O. van 11.05.2001 (K.B. van 22.05.2003 - B.S. 20.06.2003)
C.A.O. van 22.05.2003 (K.B. van 12.04.2004 - B.S. 08.06.2004)
C.A.O. van 05.01.2005, geregistreerd op 15.02.2005 (reg. nr. 73913)
C.A.O. van 17.05.2005, geregistreerd op 25.07.2005 (reg. nr. 75819)
C.A.O. van 30.03.2007, geregistreerd op 29/05/2007 (reg. nr. 82970)
C.A.O. van 19.06.2007, geregistreerd op ***** (reg nr *****)

Artikel 1

Deze Collectieve **Arbeidsovereenkomst** is van toepassing op de ondernemingen die ressorteren onder het Paritair Comité voor de Textielverzorging evenals op de arbeiders en arbeidsters die ze tewerkstellen.

Artikel 2

Een **regime** van aanvullende vergoeding ten gunste van de bejaarde arbeiders en arbeidsters die worden ontslagen - verder genoemd : brugpensioen - wordt ingesteld.

Dit brugpensioen is gebaseerd op de Collectieve Arbeidsovereenkomst **nummer 17**, gesloten op 19 december 1974 in de Nationale Arbeidsraad en het Koninklijk Besluit van 3 mei 2007 tot regeling van het conventioneel brugpensioen in het kader van het Generatiepact.

Artikel 3 - LEEFTIJD- EN ANCIENNITEITSVOORWAARDE (PERIODE 01.01.2008 TOT 30.06.2009)

3.1 Alle arbeiders die door de werkgever na 31 maart 2007 worden ontslagen zonder dringende reden en waarvan het brugpensioen ingaat na 31 december 2007, hebben recht op brugpensioen en op de aanvullende vergoeding, **zoals** voorzien in de Collectieve Arbeidsovereenkomst nummer 17, gesloten op 19 december 1974 in de Nationale Arbeidsraad, op voorwaarde dat zij :

- op het ogenblik van de **beëindiging** van de arbeidsovereenkomst 58 jaar of ouder zijn;
- op het ogenblik van de beëindiging van de arbeidsovereenkomst 35 jaar beroepsverleden **als** loontrekkende kunnen rechtvaardigen.

A

**TEXTIELVERZORGING C.A.O. : BRUGPENSIOEN – 58 JAAR + 30/35 JAAR
BEROEPSVERLEDEN - 7 BIS/**

Het beroepsverleden wordt bepaald overeenkomstig de bepalingen van het Koninklijk Besluit van 3 mei 2007 tot regeling van het conventioneel brugpensioen in het kader van het generatiepact.

3.2 Alle **arbeidsters**, die door de werkgever na 31 maart 2007 worden ontslagen zonder dringende reden en waarvan het brugpensioen ingaat na 31 december 2007, hebben recht op brugpensioen en op de aanvullende vergoeding, zoals voorzien in de Collectieve Arbeidsovereenkomst nummer 17, gesloten op 19 december 1974 in de Nationale Arbeidsraad, op voorwaarde dat zij :

- op het ogenblik van de beëindiging van de arbeidsovereenkomst 58 jaar of ouder zijn;
- op het ogenblik van de beëindiging van de arbeidsovereenkomst 30 jaar beroepsverleden als loontrekkende kunnen rechtvaardigen.

Het beroepsverleden wordt bepaald overeenkomstig de bepalingen van het Koninklijk Besluit van 3 mei 2007 tot regeling van het conventioneel brugpensioen in het kader van het generatiepact.

3.3 In afwijking van de artikelen 3.1 en 3.2 hebben de arbeiders en arbeidsters die ontslagen zijn zonder dringende reden na 31 maart 2007, maar voor 1 januari 2008 recht op brugpensioen en de aanvullende vergoeding, zoals voorzien in de Collectieve Arbeidsovereenkomst nr. 17, gesloten op 19 december 1974 in de Nationale Arbeidsraad, op voorwaarde dat zij :

- ten laatste op 31 december 2007 58 jaar of ouder zijn;
- ten laatste op 31 december 2007 25 jaar beroepsverleden als loontrekkende kunnen rechtvaardigen.

Het beroepsverleden wordt bepaald overeenkomstig de bepalingen van het Koninklijk Besluit van 7 december 1992 betreffende de toekenning van werkloosheidsuitkeringen in geval van brugpensioen.

3.4. Om te bepalen of het brugpensioen ingaat voor of na 31 december 2007 wordt geen rekening gehouden met de verlenging van de **opzeggingstermijn** ingevolge de toepassing van de artikelen 38 §2 en 38 bis van de wet van 3 juli 1978 betreffende de arbeidsovereenkomsten.

Artikel 4

De leeftijd voorzien in artikel 3 van deze Collectieve Arbeidsovereenkomst moet bereikt zijn op het ogenblik dat de opzeggingstermijn werkelijk een einde neemt.

Artikel 5

Om van dit regime van brugpensioen te genieten moeten de arbeiders en arbeidsters bovendien aan de volgende voorwaarden voldoen :

- gedurende ten minste 5 jaar - desgevallend middels onderbroken periodes - tewerkgesteld geweest zijn in de sector;

- gedurende de **periode** van twaalf **maand**, onmiddellijk voorafgaand aan de **datum** van aanvang van het brugpensioen, ononderbroken tewerkgesteld geweest zijn in de **onderneming**.

Artikel 6

De bepalingen inzake de aanvullende vergoeding, **zoals** bedoeld bij de Collectieve Arbeidsovereenkomst nr. 17 van de Nationale Arbeidsraad van 19 december 1974 tot invoering van een regeling van aanvullende vergoeding ten gunste van sommige bejaarde **werknemers** indien zij worden ontslagen, zijn van toepassing op dit sectoraal brugpensioen. De werknemers die zijn ontslagen in het kader van deze collectieve arbeidsovereenkomst behouden het recht op de aanvullende vergoeding ten laste van het Gemeenschappelijk Fonds van de Textielverzorging, wanneer ze het werk hervatten **als** loontrekkende bij een andere werkgever dan de werkgever die hen **heeft** ontslagen en die niet behoort **tot** dezelfde technische bedrijfseenheid als de werkgever die hen heeft ontslagen. Zij behouden ook het recht op de aanvullende vergoeding ten laste van het Gemeenschappelijk Fonds van de Textielverzorging, ingeval een zelfstandige activiteit in hoofdberoep **wordt** uitgeoefend op voorwaarde dat die activiteit niet wordt uitgeoefend voor rekening van de werkgever die hen heeft ontslagen of voor rekening van een werkgever die behoort **tot** dezelfde technische bedrijfseenheid als de werkgever die hen heeft ontslagen.

Artikel 7

De arbeiders en arbeidsters die in uitvoering van deze Collectieve Arbeidsovereenkomst met brugpensioen gaan, **moeten** in de onderneming bij voorkeur vervangen worden door werknemers uit de risicogroepen, zoals voorzien in de wet van 29 december 1990 houdende sociale bepalingen, Hoofdstuk XI, "Bepalingen **betreffende** het Interprofessioneel Akkoord".

Artikel 8

Voor de berekening van de netto refertebezoldiging **zal** desgevallend rekening worden gehouden met de baremieke verschillen t.o.v. het gewaarborgd gemiddeld maandelijks minimum inkomen overeenkomstig de modaliteiten van Collectieve Arbeidsovereenkomst van 22 mei 2003 (KB van 5 juni 2004; BS van 7 juli 2004).

Artikel 9

De aanvullende vergoeding van het brugpensioen en de bijzondere maandelijksse werkgeversbijdragen voor de werkloosheidsverzekering (voorzien in de artikelen 141 en 142 van de wet van 29 december 1990) alsook de bijzondere maandelijksse werkgeversbijdrage bestemd voor de Rijksdienst voor Pensioenen (ingevoerd door de **programmawet** van 22 december 1989), met uitzondering van de verhoogde **bijdrage** voor **ondernemingen** in herstructurering, worden ten laste genomen door het Gemeenschappelijk Fonds voor de sociale vooruitgang in de sectoren van de Textielverzorging.

De door het hiervoor genoemde Fonds uitbetaalde maandelijksse aanvullende vergoeding van het brugpensioen bedraagt **minimaal** €86,11.

De aanvullende vergoeding brugpensioen wordt na halftijds tijdskrediet en 4/5de loopbaanvermindering in het kader van CAO nr. 77 berekend op basis van het voltijds loon

dat van toepassing zou geweest zijn op het ogenblik van de overgang naar het brugpensioen indien de arbeider(st)er geen tijdskrediet of loopbaanvermindering zou genomen hebben.

Artikel 10

Volgens het koninklijk besluit van 7 december 1992 en het koninklijk besluit van 3 mei 2007 zijn **alle** sancties wegens het **niet** naleven van de vervangingsplicht, met **name** :

- een eventuele administratieve geldboete,
- een forfaitaire compensatoire dagvergoeding voor de R. V. A.,
- eventuele **strafrechtelijke** geldboetes,

ten **laste** van de werkgever die de vervangingsplicht miskent.

Artikel 11

Deze Collectieve Arbeidsovereenkomst treedt in werking op 1 januari 2008 en houdt op van kracht te zijn op 30 juni 2009.

=====